

Projets immobiliers

«Les CFF ont décidé de nous laisser au milieu du gué»

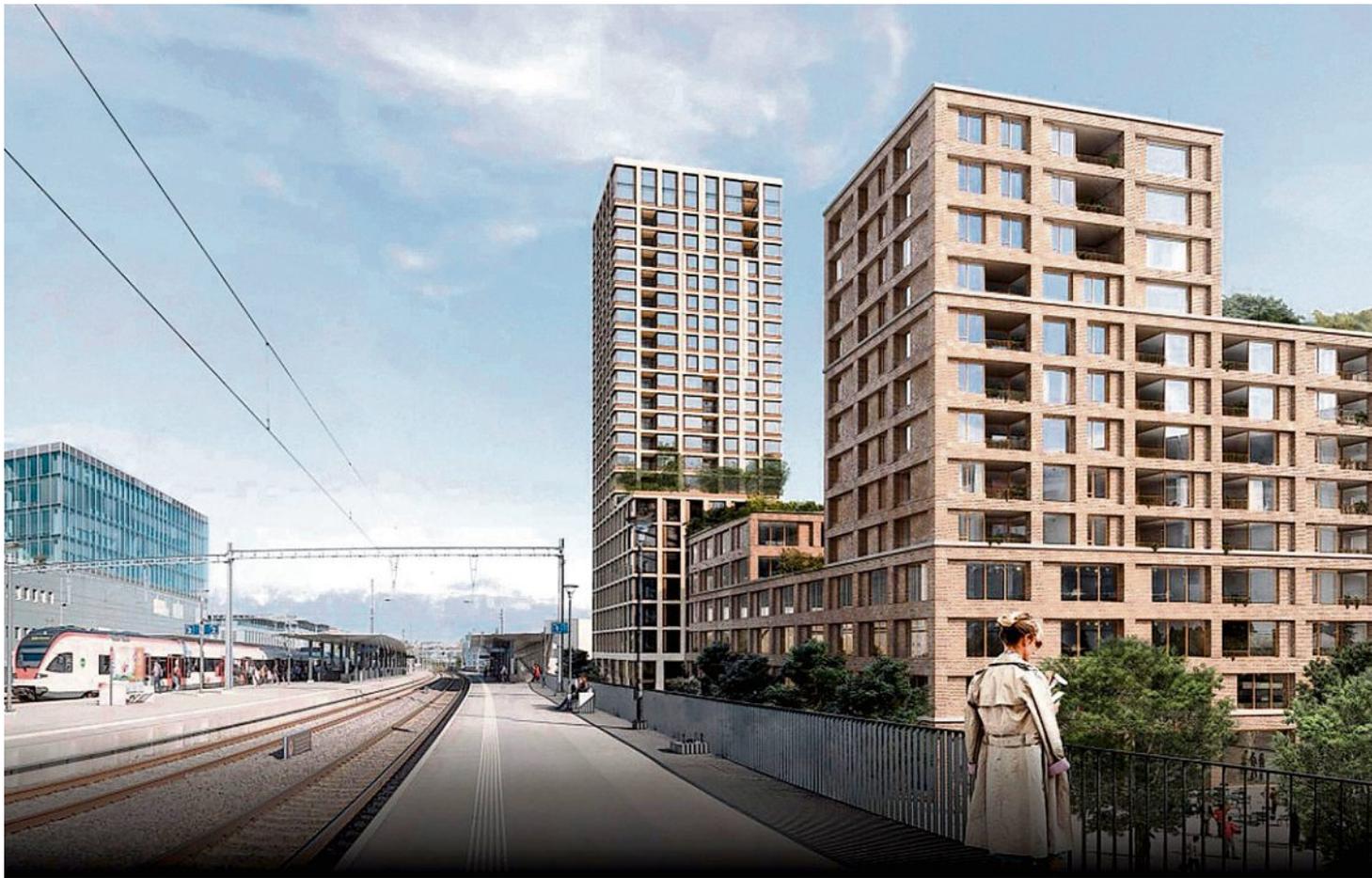
En manque de trésorerie, l'ex-régie fédérale suspend 700 millions de fr. d'investissements à travers la Suisse. Renens et Prilly sont en première ligne. Réactions.

Chloé Banerjee-Din

Pour les Communes de Renens et de Prilly, c'est une annonce-choc. Les CFF ont informé mardi qu'ils suspendaient des investissements immobiliers à hauteur de 700 millions de francs dans toute la Suisse, invoquant une situation financière «très tendue» liée à la pandémie de Covid-19. Et si plusieurs projets de construction de grande ampleur sont listés à ce stade, à Zurich et à Winterthur notamment, les deux villes de l'Ouest lausannois sont en première ligne.

Dans son communiqué, l'ex-régie fédérale mentionne en effet en premier lieu le projet Malley-Gare, avec ses deux tours de 63 et 77 mètres et son coût global estimé à 250 millions de francs. Le chantier de construction devait commencer cette année, à cheval entre Prilly et Renens, signant la première étape de la renaissance du quartier de Malley. Il est désormais potentiellement gelé jusqu'en 2025, comme tous les autres projets visés par la décision des CFF. Renens est en outre doublement concerné, puisque le projet Quai Ouest, un immeuble adjacent à la gare et devisé à 65 millions de francs, figure également dans la liste.

Pour justifier ces mesures, qui concerneront encore une trentaine d'autres projets immobiliers en Suisse ces prochains mois, les



À cheval entre Prilly et Renens, le projet Malley-Gare fait partie des chantiers suspendus (image de synthèse). CFF

CFF indiquent que les investissements en question doivent être suspendus «jusqu'à ce que leur financement soit garanti». Confrontée à la baisse importante de passagers en raison de la pandémie, l'ex-régie fédérale a subi des pertes évaluées à 600 millions de francs en 2020, selon son CEO Vincent Ducrot.

«Incompréhensible»

Du côté des Communes de Renens et de Prilly, on a dû se contenter du communiqué de presse et d'un coup de fil préalable lundi soir pour prendre connaissance de la situation. «C'est une annonce totalement incompréhensible et soudaine», ré-

agit le syndic de Renens, Jean-François Clément (PS), qui marque la même surprise et la même déception que son homologue de Prilly, le syndic Alain Gillièron (PLR). Pour le chef-lieu de l'Ouest lausannois, l'enjeu est de taille. «Renens est l'un des trois plus gros sites d'investissement des CFF en Suisse, rappelle Jean-François Clément. Notre programme de législation et d'investissement est notamment articulé autour de leurs projets.»

Pour Malley-Gare autant que pour le projet Quai Ouest, le syndic de Renens souligne que plusieurs infrastructures ont été planifiées pour accompagner les futures constructions: «Alors que

nous avons beaucoup investi, les CFF décident unilatéralement de nous laisser au milieu du gué. Cette annonce est un «déli» de la collaboration que nous avons construite jusqu'ici.» Alain Gillièron cite quant à lui en exemple le passage souterrain des Coullisses, construit par les Communes pour un montant de plus de 16 millions de francs afin de relier la Vaudoise aréna au futur quartier Malley-Gare. «À quoi cela sert-il, s'il conduit à un no man's land?»

Pour Prilly comme pour Renens, les retombées financières attendues du développement de Malley sont non négligeables. Alain Gillièron se rassure en rele-

vant que d'autres projets portés par d'autres investisseurs vont de l'avant. Il marque toutefois une inquiétude qui va au-delà de sa commune. «La réaction de peur des CFF est difficile à comprendre. Face à la pandémie, ils envoient un message catastrophique à l'économie au sens large.» Jean-François Clément est à l'unisson. «Pendant des années les CFF ont pu compter sur des résultats importants. En 2018, ils se chiffrèrent à 568 millions de francs. Malgré cela, un an après le début de la pandémie, ils décident de réduire leurs investissements. Cette mesure est un très mauvais signal et ne peut qu'aggraver la crise.»